

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/32054]

24 OCTOBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 67, §§ 2 à 6, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, l'article 67, § 2 et §§ 4 à 6, tel que modifié par le décret du 13 septembre 2018;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 14 juin 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 juillet 2018 ;

Vu le « Test genre » du 14 mars 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 11 juillet 2018 avec le comité de négociation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés, conclu en date du 20 juillet 2018;

Vu le protocole de négociation syndicale du 11 juillet 2018 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 20 juillet 2018 ;

Vu l'avis 64.258/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o « le décret » : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

2^o « le Service général » : le Service général défini à l'article 1^{er}, § 2, 1^o, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs et créée par l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret ;

3^o « écoles » : les établissements d'enseignement ;

4^o « pouvoir organisateur » : l'autorité publique ou la personne morale qui assume la responsabilité de l'organisation d'une école organisée ou subventionnée par la Communauté française ;

5^o « convention d'accompagnement » : la convention d'accompagnement et, s'il échet, de suivi visée à l'article 67, § 5, du décret.

Art. 2. Le plan de pilotage visé à l'article 67, § 2, du décret comprend les éléments du canevas repris en annexe du présent arrêté.

Art. 3. Afin d'établir leur diagnostic, il est transmis à chaque école une série d'indicateurs. Ces indicateurs sont rassemblés en cinq rubriques dans lesquelles on retrouve :

1^o des données relatives à la structure, l'encadrement et la population scolaire, reprenant les éléments tant quantitatifs que qualitatifs décrivant la structure, l'encadrement et la population scolaire de l'école;

2^o des variables relatives aux apprentissages, reprenant l'ensemble de variables prenant en compte les caractéristiques liées aux savoirs et compétences de l'élève et aux certifications obtenues ;

3^o des variables relatives au climat d'école, prenant en compte des caractéristiques liées au climat de l'école;

4^o des variables relatives à la dynamique collective, reprenant l'ensemble de variables prenant en compte les caractéristiques liées aux personnels de l'école.

5^o des variables relatives au parcours des élèves, reprenant l'ensemble de variables prenant en compte les caractéristiques liées aux trajectoires temporelles des élèves dans leur parcours scolaire.

Ces indicateurs sont ventilés par sexe lorsque cela s'avère pertinent.

Art. 4. Pour être valablement présenté au délégué au contrat d'objectifs, le plan de pilotage est intégralement transcrit par le directeur de l'établissement à partir de l'application « PILOTAGE » et comprend les documents suivants :

- 1° l'avis de l'organe local de concertation sociale dûment daté et signé ;
- 2° l'avis du Conseil de participation dûment daté et signé ;
- 3° l'approbation formelle du pouvoir organisateur.

L'application « PILOTAGE » est conçue suivant la structure du canevas visé à l'article 2. Elle est accompagnée d'un guide d'utilisation qui explicite les consignes d'encodage de chaque élément du canevas.

L'application « PILOTAGE » est sécurisée par Cerbère, l'infrastructure dédiée à la gestion et au contrôle des identités et des accès aux ressources informatiques de la Communauté française.

Art. 5. § 1^{er}. Lors de la phase d'élaboration du plan de pilotage visée à l'article 67, § 5, du décret, ou lors de la phase d'adaptation du plan de pilotage visée à l'article 67, § 6, alinéa 7, du décret, seul le directeur de l'établissement a un accès en écriture dans l'application « PILOTAGE ». Le pouvoir organisateur dispose d'un accès en lecture.

La convention d'accompagnement conclue entre le pouvoir organisateur et le service ou la cellule de soutien et d'accompagnement précise, le cas échéant, les modalités de communication par le pouvoir organisateur d'une copie du plan de pilotage en cours d'élaboration.

§ 2. Dès l'envoi électronique du plan de pilotage au délégué au contrat d'objectifs pour la phase d'analyse, l'accès en écriture du directeur est suspendu et converti en un accès en lecture du plan de pilotage tel qu'il a été envoyé. Le pouvoir organisateur conserve un accès en lecture sur le plan de pilotage tel qu'il a été envoyé.

A condition que le pouvoir organisateur ait marqué son accord dans la convention d'accompagnement, le service de soutien et d'accompagnement ou la cellule de soutien et d'accompagnement dispose d'un accès en lecture sur le plan de pilotage tel qu'il a été envoyé au délégué au contrat d'objectifs. Pour ce faire, le pouvoir organisateur communique son accord aux services du Gouvernement par l'intermédiaire de l'application « PILOTAGE ».

Art. 6. § 1^{er}. Lors de la phase d'analyse du plan de pilotage visée à l'article 67, § 6, du décret, le délégué au contrat d'objectifs dispose de l'accès, dans l'application « PILOTAGE », en lecture pour l'ensemble du plan de pilotage et en écriture pour les espaces qui lui sont dédiés exclusivement.

Pour réaliser cette analyse, le délégué au contrat d'objectifs établit, après concertation avec le directeur et le pouvoir organisateur :

- 1° le calendrier des éventuelles rencontres qu'il souhaite effectuer avec tout ou partie des personnes suivantes :
 - a) un ou plusieurs représentants du pouvoir organisateur ;
 - b) le directeur ;
 - c) tout ou partie des membres de l'équipe pédagogique et éducative ;
 - d) les représentants des parents d'élèves de l'école ;
 - e) les représentants des organes locaux de concertation sociale ;
 - f) les représentants des élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé ;
- 2° les modalités pratiques de ces rencontres ;
- 3° les principaux éléments de compréhension ou de précision sur lesquels porteront les rencontres.

Le délégué au contrat d'objectifs est libre d'organiser d'autres rencontres et de rencontrer d'autres interlocuteurs.

§ 2. Lorsqu'il approuve le plan de pilotage, le délégué au contrat d'objectifs soumet le contrat d'objectifs à la signature du directeur de zone et il le contresigne. Le contrat d'objectif est notifié à l'établissement scolaire.

Le représentant du pouvoir organisateur signe et le directeur contresigne le contrat d'objectifs et notifie le contrat d'objectifs signés par l'ensemble des parties au délégué au contrat d'objectifs.

Les parties signataires peuvent également convenir de l'organisation d'une séance de signature.

Dans tous les cas, le pouvoir organisateur transmet de plein droit une copie du contrat d'objectifs signé par l'ensemble des parties au directeur.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur en même temps que le décret du 13 septembre 2018 modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires, conformément aux modalités prévues par l'article 50 de ce décret.

Art. 8. Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 octobre 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Annexe à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 67, §§ 2 à 6, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

« Annexe – Canevas du plan de pilotage visé à l'article 67, § 2, du décret 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre »

Partie I – Informations générales

- Liste des objectifs d'amélioration du système éducatif visée dans l'annexe du décret du 24 juillet 1997;
- indicateurs et valeur de référence.
- Liste des 15 thématiques (leviers d'actions) visée à l'article 67, § 4, alinéa 1^{er}, 7^o du décret du 24 juillet 1997.

Partie II – Descriptif du plan de pilotage

Onglet 1: Identité

- Identité et signalétique de l'établissement, de ses implantations, de son pouvoir organisateur.
- Dates de création du plan de pilotage et du début de la mise en œuvre du contrat d'objectifs.

Onglet 2 : École

- Présentation de et par l'établissement.
- Case prévue pour que le pouvoir organisateur donne à sa fédération de pouvoirs organisateurs un accès en lecture au plan de pilotage validé qui sera transmis au délégué aux contrats d'objectifs.
- Case prévue pour indiquer si le centre psycho-médico-social est associé à l'élaboration du plan de pilotage.
- Possibilité d'insérer des annexes (exemple: projet d'établissement, convention d'accompagnement et de soutien, ...) et de liens vers un site.

Onglet 3 : État des lieux et diagnostic (annexe confidentielle)

- État des lieux établi sur la base des indicateurs fournis par l'administration.
- État des lieux des actions mises en œuvre par thématique, en ce compris par thématique transversale.
- Autres éléments éventuels à prendre en compte pour réaliser l'état des lieux.
- Diagnostic établi à partir de l'état des lieux.
- Commentaires formulés par le délégué au contrat d'objectifs.

Onglet 4 : Objectifs spécifiques et stratégies

- Formulation des objectifs spécifiques et, par objectif spécifique :
 - Indicateurs d'impact ; cible et valeur de références (les valeurs de référence chiffrées font partie de l'annexe confidentielle) ;
 - Possibilité de différencier par implantation ;
 - Commentaires formulés par le délégué aux contrats d'objectifs.
- Formulation d'une stratégie (plan d'actions) par objectif spécifique.
- Description des actions composant la stratégie et pour chaque action :
 - Années de mise en œuvre concernées ;
 - Pilote (chef du projet) ;
 - Public ciblé ;
 - Conditions de réussite (internes : préciser si collaboration du pouvoir organisateur et de la fédération de pouvoirs organisateurs ou externe : préciser si collaboration, dont notamment celle du centre psycho-médico-social ou d'un autre partenaire externe) ;
 - Le cas échéant, affectation des ressources spécifiques (encadrement différencié, intégration, ...) ;
 - Étapes et calendrier de réalisation ;
 - Commentaires formulés par le délégué aux contrats d'objectifs.
- Les trois stratégies transversales :
 - Description cohérente de toutes les actions relatives à la mise en œuvre des pratiques collaboratives ;
 - Description cohérente de toutes les actions relatives à la formation, développées par l'établissement ;
 - Description cohérente de toutes les actions relatives à la mise en œuvre du tronc commun développé par l'établissement si celui-ci est concerné.

Onglet 5 : Actions poursuivies

- Description succincte des actions (non reprises dans les stratégies liées aux objectifs spécifiques) que l'établissement entend poursuivre dans les différentes thématiques (pas d'obligation de prévoir des actions dans chacune des thématiques).

Onglet 6 : Avis et signatures

- Dates et documents attestant :
 - l'accord du pouvoir organisateur ;
 - l'avis du conseil de participation ;
 - l'avis de l'organe local de concertation sociale ;
- Date du début de la mise en œuvre du contrat d'objectifs ;
- Signatures du représentant du pouvoir organisateur et du directeur de zone;
- Contre-signatures du directeur de l'établissement et du délégué au contrat d'objectifs.
- Date des échanges entre l'école et le délégué aux contrats d'objectifs pendant la procédure de contractualisation.

Onglet 7 : DCO

- Espace de recommandations et de commentaires du délégué aux contrats d'objectifs.

Onglet 8 : Evaluation annuelle interne à l'établissement

- Espace permettant à l'établissement de rédiger son évaluation annuelle.

Onglet 9 : Evaluation intermédiaire du délégué au contrat d'objectifs

- Espace permettant au délégué au contrat d'objectifs de rédiger l'évaluation intermédiaire au terme de trois ans de mise en œuvre du contrat d'objectifs.

Onglet 10 : Evaluation finale du délégué au contrat d'objectifs

- Espace permettant au délégué au contrat d'objectifs de rédiger l'évaluation finale au terme de six ans de mise en œuvre du contrat d'objectifs.

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 67, §§ 2 à 6, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Bruxelles, le 24 octobre 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/32054]

24 OKTOBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toepassing van artikel 67, §§ 2 tot 6, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, artikel 67, § 2 en §§ 4 tot 6, zoals gewijzigd bij het decreet van 13 september 2018;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juni 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 juli 2018;

Gelet op de "gendertest" van 14 maart 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van onderhandeling van 11 juli 2018 met het onderhandelingscomité van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende machten en de gesubsidieerde PMS-centra van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra, gesloten op 20 juli 2018;

Gelet op het syndicale onderhandelingsprotocol van 11 juli 2018 binnen het Onderhandelingscomité van sector IX, van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs, volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gesloten op 20 juli 2018;

Gelet op het advies nr. 64.258/2 van de Raad van State, gegeven op 11 oktober 2018 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "het decreet": het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

2° "de algemene dienst": de algemene dienst bepaald in artikel 1, § 2, 1°, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst en opgericht bij artikel 3, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet;

3° « scholen » : de onderwijsinrichtingen ;

4° « inrichtende macht » : de overheidsdienst of de rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de organisatie van een school die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd ;

5° « begeleidingsovereenkomst » : de begeleidingsovereenkomst en, in voorkomend geval, de opvolgsovereenkomst bedoeld in artikel 67, § 5, van het decreet.

Art. 2. Het sturingsplan, bedoeld in artikel 67, § 2, van het decreet, bevat de elementen van de opzet opgenomen in de bijlage bij dit besluit.

Art. 3. Om hun diagnose te stellen, wordt een reeks indicatoren aan elke school medegedeeld. Deze indicatoren worden verzameld in vijf rubrieken waarin we het volgende terugvinden:

1° de gegevens over de structuur, de omkadering en de schoolbevolking, met inbegrip van zowel kwantitatieve als kwalitatieve elementen die de structuur, de omkadering en de schoolbevolking beschrijven;

2° de variabelen met betrekking tot de leerprocessen, met inbegrip van het geheel van de variabelen rekening houdend met de kenmerken die verband houden met de kennis en de vaardigheden van de leerling en met de behaalde getuigschriften;

3° de variabelen met betrekking tot het schoolklimaat, rekening houdend met de kenmerken die verband houden met het schoolklimaat;

4° de variabelen met betrekking tot collectieve dynamiek, met inbegrip van de variabelen rekening houdend met de kenmerken van het schoolpersoneel.

5° de variabelen met betrekking tot het traject van de leerlingen, met inbegrip van het geheel van de variabelen rekening houdend met de kenmerken verbonden aan de temporele trajecten van de leerlingen in hun schooltraject.

Deze indicatoren worden desgevallend opgesplitst per geslacht.

Art. 4. Om geldig te worden voorgelegd aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, wordt het sturingsplan volledig overgenomen door de directeur van de inrichting vanuit de STURING-toepassing en omvat de volgende documenten:

- 1 ° het advies van het plaatselijk overlegorgaan behoorlijk gedateerd en ondertekend wordt;
- 2 ° het advies van de Participatieraad behoorlijk gedateerd en ondertekend wordt;
- 3 ° de formele goedkeuring van de inrichtende macht.

De STURING-toepassing wordt ontwikkeld volgens de structuur van de opzet bedoeld in artikel 2. Ze gaat samen met een gebruikershandleiding waarin de coderingsinstructies van elk element van de opzet worden uitgelegd.

De STURING-toepassing wordt beveiligd door Cerbère, de infrastructuur voor het beheer en de controle van identiteiten en toegang tot de computerbronnen van de Franse Gemeenschap.

Art. 5. § 1. Tijdens de ontwikkelingsfase van het sturingsplan bedoeld in artikel 67, § 5, van het decreet, of tijdens de aanpassingsfase van het sturingsplan bedoeld in artikel 67, § 6, zevende lid, van het decreet, heeft alleen de directeur van de inrichting schrijftoegang tot de "STURING" -toepassing. De inrichtende macht beschikt over een leestoegang.

De begeleidingsovereenkomst die gesloten wordt tussen de inrichtende macht en de dienst of de cel voor ondersteuning en begeleiding bepaalt, in voorkomend geval, de nadere regels voor de communicatie door de inrichtende macht van een afschrift van het sturingsplan dat momenteel wordt opgesteld.

§ 2. Zodra het sturingsplan elektronisch naar de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst voor de analysefase verzonden wordt, wordt de schrijftoegang van de directeur opgeschort en omgezet in een leestoegang van het sturingsplan zoals het verzonden werd. De inrichtende macht behoudt een leestoegang tot het sturingsplan zoals het werd verzonden.

Op voorwaarde dat de inrichtende macht haar toestemming gegeven heeft in de begeleidingsovereenkomst, beschikt de ondersteunings- en begeleidingsdienst of de ondersteunings- en begeleidingscel over een leestoegang tot het sturingsplan zoals het verzonden werd aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst. Hiertoe communiceert de inrichtende macht haar toestemming aan de diensten van de Regering via de "STURING" -toepassing.

Art. 6. § 1. Tijdens de analysefase van het sturingsplan bedoeld in artikel 67, § 6, van het decreet, beschikt de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst over de toegang, in de "STURING"-toepassing, tot het lezen voor het volledige sturingsplan en tot het schrijven voor de ruimten die hem uitsluitend bestemd worden.

Om deze analyse uit te voeren, stelt de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, na overleg met de directeur of met de inrichtende macht, het volgende vast :

1° het tijdschema voor de mogelijke ontmoetingen die hij wenst te maken met alle of een gedeelte van de volgende personen:

- a) een of meer vertegenwoordigers van de inrichtende macht;
 - b) de directeur;
 - c) alle of een deel van de leden van het pedagogisch en opvoedingsteam;
 - d) de vertegenwoordigers van de ouders van de leerlingen van de school;
 - e) de vertegenwoordigers van de plaatselijke organen voor sociaal overleg;
 - f) de vertegenwoordigers van leerlingen die het onderwijs volgen in het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs;
- 2° de praktische nadere regels voor deze ontmoetingen;
- 3° de belangrijkste elementen van begrip of precisie waarop de ontmoetingen betrekking hebben.

De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst is vrij andere ontmoetingen te organiseren en andere gesprekspartners te ontmoeten.

§ 2. Bij de goedkeuring van het sturingsplan legt de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst de doelstellingenovereenkomst voor aan de ondertekening van de zonedirecteur en ondertekent deze mee. Van de doelstellingenovereenkomst wordt aan de schoolinrichting kennisgegeven.

De vertegenwoordiger van de inrichtende macht ondertekent met de directeur de doelstellingenovereenkomst en deelt de doelstellingenovereenkomst die ondertekend wordt door alle partijen aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst mee.

De ondertekenende partijen kunnen een ondertekeningsontmoeting organiseren.

In alle gevallen verzendt de inrichtende macht van rechtswege een afschrift van de doelstellingenovereenkomst die door alle partijen ondertekend wordt, aan de directeur.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking tezeldertijd als het decreet van 13 september 2018 tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, om een nieuw sturingskader te ontwikkelen, waarbij de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinrichtingen contractueel worden vastgelegd, overeenkomstig de nadere regels bepaald bij artikel 50 van dat decreet.

Art. 8. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 oktober 2018.

De Minister-president,
R. DEMOTTE
De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS